

FLORENCE BENOIT ROUMER
UNIVERSITATEA ROBERT SCHUMAN DIN STRAUBOURG
DOCTOR HONORIS CAUSA 2003

**Discours pour la Cérémonie de doctorat honoris causa de
l'Université de Craïova
Florence BENOIT-ROHMER**

Remerciements aux autorités rectorales et décanales. Remerciements quant à l'hommage que vous rendez à ma carrière universitaire. Je ne mérite certainement pas cet excès d'honneur. En tout cas il témoigne de l'excellence des rapports que la France a toujours entretenus avec la Roumanie, concrétisée aujourd'hui par ces relations nouvelles mais fortes entre l'Université de Craïova et celle de Strasbourg. Je me réjouis en tant que Présidente de l'Université Robert Schuman, du développement nouveau de nos liens que je m'engage à développer par tous moyens.

Mes fonctions de Présidente de l'Université Robert Schuman m'ont récemment permis d'accueillir dans notre université strasbourgeoise le Premier Ministre roumain, Adrian Nastase. Celui-ci était venu donner une conférence sur ce grand Professeur de droit international, né d'ailleurs à Craïova, qu'était le Professeur Titulesco, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adhésion de la Roumanie au Conseil de l'Europe. Cet anniversaire est, comme il l'a souligné lui-même, rempli de symboles. Il marque aujourd'hui l'intégration de la Roumanie dans la famille des Etats démocratiques, il marque la réunification de l'Europe, de l'Europe orientale et occidentale, et la renaissance d'une Europe soudée autour des principes qui aujourd'hui font sa force et qui constituent le patrimoine commun aux Etats qui en font partie : la prééminence du droit, le respect des principes démocratiques et le respect des droits de l'homme.

Le respect des droits de l'homme, qui constitue une valeur à laquelle les Etats européens sont tous attachés, constitue très certainement le terreau sur lequel l'Europe s'est construite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les horreurs liées à celle-ci ont poussé les Européens à créer une organisation européenne, le Conseil de l'Europe (1949), qui devait avoir pour but la protection des droits de l'homme et le renforcement de la démocratie pluraliste, ainsi que la mise en valeur de l'identité culturelle du continent. Très vite, l'élaboration de la Convention européenne des droits de l'homme sous les auspices du Conseil de l'Europe apparaît comme une tâche prioritaire et urgente pour la reconstruction de l'Europe. Il paraissait en effet indispensable de mettre en place un système permettant de garantir collectivement le respect de quelques uns des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Convention européenne des droits de l'homme, qui voit très vite le jour en 1950, est ainsi devenue le dénominateur commun des démocraties occidentales en matière de droits de l'homme puisque tous les Etats parties au Conseil de l'Europe en sont obligatoirement parties, et cela dès leur adhésion au Conseil de l'Europe. Elle garantit, on le sait, un certain nombre de droits fondamentaux aux personnes relevant de la juridiction des Etats parties et permet de sanctionner ces derniers lorsqu'ils ne viendraient à ne pas

respecter les obligations qui en découlent. Les condamnations sont fréquentes et tant la France que la Roumanie ont eu à subir les foudres de la Cour de Strasbourg.

Les auteurs de la Convention européenne des droits de l'homme ont eu une vision pragmatique et réaliste dans le domaine des droits de l'homme. Ils ont en conséquence cherché à concilier les droits de l'homme avec d'autres impératifs liés à la nécessité de préserver la sécurité publique. Pour de nombreux droits inscrits dans la Convention ont été précisées les restrictions que les Etats pouvaient estimer utile de leur apporter en temps de paix mais aussi en cas de circonstances exceptionnelles. Très caractéristique est la formule que la Convention emploie dans les articles 8 à 11 pour spécifier les limitations qui peuvent s'imposer aux droits qu'elle garantit : celles-ci doivent être nécessaires dans une société démocratique à la sauvegarde de certaines valeurs précisément énumérées et prévues par la loi.

En cela la conception européenne se distingue de la conception américaine qui met davantage l'accent sur la liberté, liberté qui ne peut subir de restrictions que dans le seul objectif de préserver les droits et les libertés d'autrui. Ainsi par exemple, la liberté d'expression est quasi absolue aux Etats unis. On peut quasiment tout dire aux Etats Unis, même proférer des propos négationnistes ou extrémistes sans encourir de sanction, voire profaner et brûler le drapeau américain sur la place publique.

Mais c'est surtout la question de la peine capitale qui divise le plus l'Europe et les Etats Unis. Alors que celle-ci est prohibée par la convention européenne des droits de l'homme, non seulement de longue date en temps de paix, mais aussi depuis peu en temps de guerre, la peine de mort est encore admise dans plusieurs Etats fédérés et a été reconnue constitutionnelle par la Cour Suprême. Le maintien de la peine de mort aux Etats Unis se justifie parce que la liberté est une valeur absolue, un bien essentiel et qu'il faut durement châtier celui qui ose porter atteinte à la liberté d'autrui.

L'interventionnisme étatique dans le domaine des droits économiques et sociaux constitue un sujet de dissension tout aussi essentiel entre les Etats Unis et la plupart des Etats européens. Marqués par cette suspicion qui pèse sur l'interventionnisme étatique, les droits sociaux qui sont généralement des droits créances c'est à dire des droits à exiger une prestation de la part de l'Etat, comme le droit à la protection de la santé, le droit à un revenu minima, sont peu développés aux Etats Unis. Le reaganisme a toujours nié la nature de droits de l'homme des droits économiques et sociaux et les réduit à de simples principes qui prétendent être des droits et qui ne sont en fait que de simples principes sans fondement judiciaire, il en va différemment pour bien d'autres Etats européens qui ont reconnu à partir de la seconde guerre mondiale, la nécessité de l'intervention de l'Etat, pour garantir aux individus un certain nombre de droits économiques et sociaux considérés comme indispensables pour satisfaire le principe de dignité humaine. La Charte des droits fondamentaux, conclue sous les auspices de l'Union européenne, est ainsi venue renforcer la politique de l'Union qui tend aujourd'hui à faire de la reconnaissance des droits économiques et sociaux l'un de ses axes prioritaires. Cette politique apparaît d'autant plus importante qu'elle intervient à un moment où le néolibéralisme et la mondialisation de l'économie placent les salariés en concurrence et

tendent à ramener le travail de l'homme à l'état de marchandise. En cela, ce modèle européen se distingue du modèle américain, par la place qui est accordée aux préoccupations sociales, quelles que puissent être à cet égard les variations entre les Etats membres.

Enfin l'Europe se distingue du modèle américain par le mécanisme de contrôle qui permet à un individu de directement saisir une vraie juridiction internationale, la Cour européenne des droits de l'homme. Cette dernière dispose de la possibilité de sanctionner un Etat lorsque celui viole un des droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme. Ce droit d'accès direct des individus à la Cour fait l'originalité de la Convention européenne des droits de l'homme et fait la fierté de notre continent. Il s'agit du seul cas en droit international public où un individu peut saisir directement une instance juridictionnelle internationale. Ce droit de recours individuel doit aujourd'hui absolument être préservé, et constitue une garantie essentielle pour les particuliers. Ainsi en Europe l'individu s'est vu reconnaître au plan supranational un véritable droit d'action pour faire valoir des droits et libertés qu'il tient directement de la Convention.

Le succès que rencontre la Cour européenne fait que celle-ci étouffe aujourd'hui sous les milliers d'affaires dont elle est saisie et que certains estiment nécessaire de réformer le système afin de restreindre le recours individuel et donc l'accès des individus à la Cour. Il faut tout faire pour éviter une remise en cause du recours individuel, il faut sauver le recours individuel, ce recours qui fait l'honneur et la fierté de notre Europe.

Nous avons donc beaucoup de sujets de fierté d'appartenir à l'Europe où le respect des droits de l'homme mais aussi des droits des minorités nationales, on le voit, constitue ce socle qui unit les 45 Etats membres du Conseil de l'Europe et ont permis la réunification de la Grande Europe pour fait faire de ce continent un continent de paix fondé sur des relations égalitaires de bon voisinage, répondant ainsi –un peu tardivement il est vrai- aux vœux du Président roumain de l'ancienne Société des Nations, le Professeur Titulesco. Les droits de l'homme constituent également le ciment qui unit les Etats qui font aujourd'hui partie de l'Union européenne. La Roumanie a fait ses preuves en la matière au niveau du Conseil de l'Europe, son intégration au Vieux continent est devenue aujourd'hui une réalité. Il ne lui reste donc plus qu'à adhérer à l'Union européenne, ce que nous lui souhaitons dans les plus brefs délais.

**Discurs pentru ceremonia de doctor honoris cauza a Discurs
pentru ceremonia de doctor honoris cauza a Universit[\\ii
din Craiova**

Florence BENOIT-ROHMER

Mulțumim autorităților rectoare și decanale. Mulțumiri pentru omagiul pe care-l aduceți carierei mele universitare. Nu merit, bineînțeles, această onoare excesivă. În orice caz, aceasta este mărturia excelenței raporturilor pe care Franța le-a întreținut întotdeauna cu România, concretizate astăzi prin aceste noi dar puternice relații între Universitatea din Craiova și aceea din Strasbourg. Mă bucur, în calitate de Rector al Universității Robert Schuman, de noua dezvoltare a legăturilor noastre pe care mă angajez să le dezvolt prin toate mijloacele.

Funcția mea de Președinte al Universității Robert Schuman mi-a permis să-l primesc la Universitatea noastră strasbourgheză pe Primul Ministru român, Adrian Năstase. Acesta a venit pentru a ține o conferință despre marele profesor de drept internațional, născut de altfel la Craiova, cel care a fost profesorul Nicolae Tituleascu, cu ocazia celei de-a zecea aniversări a adeziunii României la Consiliul Europei. Această aniversare este, așa cum a subliniat-o el însuși, încărcată de simboluri. Ea marchează astăzi integrarea României în familia statelor democratice, marchează reunificarea Europei, a Europei orientale și occidentale, și renașterea unei Europe sudate în jurul principiilor care îi asigură forța astăzi și care constituie patrimoniul comun al statelor care fac parte din ea: preeminența dreptului, respectarea principiilor democratice și respectarea drepturilor omului.

Respectarea drepturilor omului, care constituie o valoare de care toate statele Europei sunt atașate, constituie foarte clar pământul pe care Europa s-a construit de la sfârșitul celui de-al doilea război mondial. Ororile legate de acesta au împins europenii să creeze o organizație europeană, Consiliul Europei (1949), care trebuia să aibă drept scop protecția drepturilor omului și întărirea democrației pluraliste, precum și punerea în valoare a identității culturale a continentului. Foarte repede, elaborarea Convenției Europene a Drepturilor Omului sub auspiciile Consiliului Europei, apare ca o sarcină prioritară și urgentă pentru reconstrucția Europei. Părea, într-adevăr, indispensabil să se creeze un sistem care să permită garantarea colectivă a respectării unora dintre drepturile enunțate în Declarația Universală a Drepturilor Omului.

Convenția Europeană a Drepturilor Omului, care vede lumina zilei foarte repede, în 1950, a devenit astfel denominatorul comun al democrațiilor occidentale în materia drepturilor omului, deoarece toate statele părți în Consiliul Europei sunt în mod obligatoriu părți la aceasta, chiar de la aderarea lor la Consiliul Europei. Ea garantează, se știe, un anumit număr de drepturi fundamentale persoanelor ce țin de jurisdicția statelor parte și permite sancționarea acestora din urmă dacă nu-și respectă obligațiile ce decurg din aceasta. Condamnările sunt frecvente și, atât Franța cât și România au avut de suferit tunetele Curții de la Strasbourg.

Autorii Convenției Europene a Drepturilor Omului au avut o viziune pragmatică și realistă în domeniul drepturilor omului. Ei au căutat, în consecință, să concilieze

drepturile omului cu alte imperative legate de necesitatea apărării securității publice. Pentru numeroase drepturi înscrise în Convenție au fost precizate restricțiile pe care statele puteau să estimeze că ar putea să le aducă în timp de pace dar și în cazul unor circumstanțe excepționale. Foarte caracteristică este formula pe care Convenția o utilizează în articolele 8 la 11 pentru a specifica limitările care se pot impune drepturilor pe care ea le garantează: acestea trebuie să fie necesare, într-o societate democratică, salvagădării anumitor valori precis enumerate și prevăzute prin lege.

Prin aceasta, concepția europeană se distinge de concepția americană care pune mai mult accentul pe libertate, libertate care nu poate suferi restricții decât pentru singurul obiectiv de apărare a drepturilor și libertăților celui alt. Astfel, de exemplu, libertatea de expresie este cvasi-absolută în Statele Unite. Se poate spune aproape orice despre Statele Unite, chiar să se profereze afirmații negaționiste sau extremiste fără a fi pasibil de sancțiune, chiar să se profaneze și să se ardă drapelul în piața publică.

Dar, mai ales chestiunea pedepsei capitale este cea care divizează cel mai mult Europa și Statele Unite. Cu toate că aceasta este prohibită de Convenția Europeană a Drepturilor Omului, de mult timp, nu numai pe timp de pace, dar și, de curând, în timp de război, pedeapsa cu moartea este încă admisă de numeroase state federate și a fost recunoscută constituțional de Curtea Supremă. Menținerea pedepsei cu moartea în Statele Unite se justifică pentru că libertatea este o valoare absolută, un bun esențial și prin faptul că trebuie dur pedepsit cel care îndrăznește să aducă atingere libertății celui alt. Intervenționismul etatic în domeniul drepturilor economice și sociale constituie un subiect de disensiune la fel de esențial între Statele Unite și majoritatea statelor europene. Marcate de această suspiciune care apasă asupra intervenționismului etatic, drepturile sociale care sunt în general drepturi de creață, adică drepturi care cer o prestație din partea statului, precum dreptul la protecția sănătății, dreptul la un venit minim garantat, sunt puțin dezvoltate în Statele Unite. Reaganismul a negat întotdeauna natura drepturilor omului, a drepturilor economice și sociale și le-a redus la simple principii care pretind a fi drepturi și care nu sunt în fapt decât simple principii fără fundament judiciar, nu la fel stau lucrurile pentru numeroase state europene care au recunoscut, începând cu cel de-al doilea război mondial, necesitatea intervenției statului, pentru a garanta indivizilor un anumit număr de drepturi economice și sociale considerate ca indispensabile pentru satisfacerea principiului demnității umane. Carta drepturilor fundamentale, încheiată sub auspiciile Uniunii Europene, a venit astfel să întărească politica Uniunii care tinde astăzi să facă să se recunoască drepturile economice și sociale, una dintre axele sale prioritare. Această politică apare cu atât mai importantă cu cât intervine într-un moment în care neoliberalismul și mondializarea economiei plasează salariații în concurență și tind să aducă munca omului la starea de marfă. Prin aceasta, acest model european se distinge de modelul american, prin locul care este acordat preocupărilor sociale, oricare ar fi în această privință variațiile între statele membre.

În fine, Europa se distinge de modelul american prin mecanismul de control care-i permite individului să sesizeze în mod direct o adevărată jurisdicție internațională, Curtea Europeană a Drepturilor Omului. Aceasta din urmă dispune de posibilitatea de a sancționa un stat dacă acesta violează unul dintre drepturile garantate de Convenția Europeană a Drepturilor Omului. Acest drept de acces direct al indivizilor la Curte, dă

originalitatea Convenției Europene a Drepturilor Omului și reprezintă mândria continentului nostru. Este vorba despre singurul caz în dreptul internațional public în care un individ poate să sesizeze direct o instanță jurisdicțională internațională. Acest drept de recurs individual trebuie absolut să fie apărat astăzi și constituie o garanție esențială pentru particulari. Astfel, în Europa individul și-a văzut recunoscut în plan supranațional un veritabil drept de acțiune pentru a-și pune în valoare drepturile și libertățile pe care le deține direct de la Convenție.

Succesul Curții Europene face ca aceasta să se sufoce astăzi sub miile de procese cu care este sesizată și unii consideră necesar să se reformeze sistemul pentru a restrânge recursul individual și deci accesul indivizilor la Curte. Trebuie făcut totul pentru a evita o repunere în cauză a recursului individual, trebuie salvat recursul individual, acest recurs care face onoare Europei și reprezintă mândria Europei noastre.

Avem deci multe subiecte care ne fac să fim mândri că aparținem Europei, o Europă în care respectarea drepturilor omului dar și a drepturilor minorităților naționale, după cum vedem, constituie acest soclu care unește cele 45 de state membre ale Consiliului Europei și a permis reunificarea mării Europe pentru a face din acest continent un continent al păcii fondat pe relații egalitare de bună vecinătate, răspunzând astfel - ce-i drept, cam tardiv - dorinței președintelui român al fostei Societăți a Națiunilor, profesorul Titulescu. Drepturile omului constituie, de asemenea, liantul care unește statele care fac astăzi parte din Uniunea Europeană. România și-a dat examenele în materie la nivelul Consiliului Europei, integrarea sa în vechiul continent a devenit astăzi o realitate. Nu-i mai rămâne deci decât să adere la Uniunea Europeană, ceea ce-i dorim să realizeze în cel mai scurt timp.